

Brochure n° 3052

Convention collective nationale

IDCC : 1996. – **PHARMACIE D'OFFICINE**
(16^e édition. – Mai 2003)

AVENANT DU 12 AVRIL 2006
RELATIF À LA COMPOSITION
DE LA COMMISSION NATIONALE PARITAIRE DE L'EMPLOI (CNPE)
NOR : *ASET0650690M*
IDCC : 1996

Entre :

L'union nationale des pharmacies de France ;
L'union des syndicats de pharmaciens d'officine,

D'une part, et

La fédération nationale des industries chimiques CGT ;
La fédération nationale de la pharmacie Force ouvrière ;
La fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux CFDT,

D'autre part,

EXPOSÉ

Vu la convention collective nationale de la pharmacie d'officine du 3 décembre 1997, étendue par arrêté du 13 août 1998, ensemble l'accord collectif du 16 décembre 1991 modifié relatif à la commission nationale paritaire de l'emploi de la pharmacie d'officine (ci-après désignée la CNPE) dont il forme partie intégrante ;

Prenant en compte la reconnaissance de la représentativité de l'union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO) par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement dans le cadre de la convention collective nationale susvisée ;

Prenant acte de la déclaration d'adhésion de l'USPO à la convention collective nationale de la pharmacie d'officine du 3 décembre 1997, ensemble aux accords collectifs étendus dans la branche professionnelle ;

Désireuses, dans le respect du principe de parité entre organisations syndicales de salariés et organisations syndicales patronales, de modifier la composition du collège patronal de la CNPE en fonction de la situation nouvellement créée par la reconnaissance de représentativité de l'USPO,

les parties signataires sont convenues, dans le cadre du présent avenant, de ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 2 (composition de la CNPE) de l'accord collectif du 16 décembre 1991 modifié est remplacé par les dispositions suivantes :

« La commission nationale paritaire de l'emploi est composée de 15 représentants des organisations syndicales de salariés affiliées aux confédérations signataires de l'accord interprofessionnel du 10 février 1969, à raison de 3 représentants par organisation syndicale de salariés, d'une part, et de 15 représentants des 3 organisations patronales signataires du présent accord ou y ayant adhéré, d'autre part. »

Article 2

Le présent avenant prend effet à la date de sa conclusion et sera présenté à l'extension à la demande de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 12 avril 2006.

(Suivent les signatures.)